

Guy HAARSCHER

Il faut réparer la raison

Professeur émérite de l'Université libre de Bruxelles et actuellement enseignant au Collège d'Europe à Bruges¹, Guy HAARSCHER s'appuie tout autant sur sa formation de juriste et de philosophe que sur son attachement profond à la laïcité pour analyser avec lucidité, mais sans défaitisme, le monde qui nous entoure. Passionné par l'actualité politique, il ne manque pas, à l'ère de la post-vérité², de rappeler l'impérieuse nécessité de « réparer la raison critique ». Ce qui ne se fera pas sans l'école...

Lors de l'une de vos conférences, vous vous êtes défini comme « un athée non prétentieux ». Que vouliez-vous dire ?

Guy HAARSCHER : Je me définis comme un laïc. La laïcité, pour moi, c'est l'idée qu'on vit dans une société de parfaite égalité entre croyants et non-croyants, garantie par l'État. C'est quelque chose qui peut nous rassembler tous. C'est dans ce sens que je me définis comme un militant, parce que ce sont des valeurs que je défends. Je suis athée parce que je vis sans Dieu et pas dans le sens d'un renversement de la position du religieux. La position du religieux, c'est : le croyant a toujours raison et l'athée, n'ayant pas de rapport à la vérité transcendante, ne comprend rien. Le renversement de cette position, c'est : l'athée ose vivre sans Dieu et les croyants sont à côté de la plaque. C'est beaucoup trop simplifié. J'aime discuter avec des croyants comme Gabriel RINGLET, parce qu'aucun de nous deux n'essaie de convertir l'autre. Il y a eu suffisamment de dégâts de l'athéisme officiel (voyez l'Union soviétique) pour éviter de faire de l'athéisme une position politique. Le mot « laïcité » devrait nous rassembler tous. C'est ça le véritable enjeu. Dans notre pays, même s'il y a des controverses, on est libre de penser et de croire ce qu'on veut. Mais, ce qui semble aller de soi ici n'existe pas dans un certain nombre d'autres pays. C'est le produit de combats, non pas anti-religieux, mais contre un État qui voudrait imposer une conception spirituelle du monde, qu'elle soit religieuse ou pas. Moi,

je défends une laïcité politique qui n'est ni pro ni anti religieuse.

Dans diverses interviews, vous évoquez la nécessité de réparer la raison critique...

GH : Oui, parce qu'elle est fortement mise en cause par toutes les fausses informations venant tant du pouvoir (Trump, Bolsonaro, etc.) que de certaines minorités, et qu'il est nécessaire de l'adapter aux enjeux contemporains. Notre société a changé. Nous sommes à l'ère de la post-vérité². Cela ne veut pas dire que tout est mauvais, mais qu'il faut être capable d'adapter notre approche de la pensée critique, du raisonnement, du dialogue aux nouveaux instruments de communication pour essayer d'en tirer quelque chose qui soit une vue la moins distordue possible du monde.

D'autant plus dans un contexte où plus grand-chose ne semble faire l'unanimité et où on voit, par exemple, resurgir le nationalisme, les extrémismes, l'antisémitisme...

GH : Les attentats contre les synagogues, contre des lieux juifs (musées, écoles) viennent soit d'extrémistes islamistes, soit de la vieille extrême droite. Celle-ci était devenue très minoritaire, mais, la vague populiste, plus politiquement correcte dans l'expression, libère la possibilité de l'extrême droite, qui s'est nourrie de l'antijudaïsme chrétien et l'antisémitisme islamiste. Sans oublier un certain antisémitisme de gauche relatif à la « position sociale » des Juifs et à l'idée qu'ils dominent le monde avec leur argent.

Le nationalisme, c'est avant tout du repli sur soi...

GH : Tout à fait. On est contre les migrants, les Juifs, en fait, de manière générale, contre tous ceux qui ne sont pas comme nous. Les partis nationalistes et populistes ont le vent en poupe aujourd'hui. Certains populistes poussent à la détestation tout autant des Juifs que des musulmans. En Hongrie par exemple, toutes les campagnes électorales de Viktor ORBAN contre Georges SOROS (financier milliardaire juif hongrois) - qui représente tout ce qu'il déteste puisqu'il défend la démocratie libérale, les contre-pouvoirs, les constitutions, etc. - utilisaient des affiches clairement antisémites. Mais Orban est aussi anti migrants et anti musulmans et il attise les peurs des populations locales d'être « envahies ». Il faut évidemment lutter contre ces préjugés à tous les niveaux. Etant donné l'état du débat public aujourd'hui, avec la domination de la post-vérité², c'est tout sauf simple.

Certains se targuent de « dire tout haut ce que les autres pensent tout bas », de ne pas être dans la bien-pensance ou le politiquement correct...

GH : Je pense qu'aujourd'hui, la critique du politiquement correct et de la bien-pensance est vraiment un marqueur très à droite et je crois que c'est très dangereux. Si « politiquement correct » signifie qu'on n'ose plus dire quoi que ce soit, c'est effectivement regrettable. Mais si ce que d'aucuns appellent le « politiquement cor-

critique

Marie-Noëlle LOVENFOSSE

rect», c'est défendre les droits de l'Homme, l'égalité de l'homme et de la femme, lutter contre le viol et la pédophilie, etc., et qu'ils veulent s'y opposer, là c'est autre chose. Quand mes étudiants, par exemple, évoquent DIEUDONNÉ comme un grand comique, incompris, injustement mis au banc de la société parce qu'il n'est pas dans le politiquement correct, c'est peut-être seulement de la provoc, mais ça peut aussi être très préoccupant. DIEUDONNÉ est antisémite, proche des négationnistes et est véritablement odieux. Il a donné des interviews, il y a quelques années, à la télévision iranienne au moment où les autorités réprimaient les manifestations étudiantes dans le sang. Il répondait tranquillement à une présentatrice qui lui servait littéralement la soupe en lui disant « Ça doit être difficile en France d'être sans cesse attaqué par les sionistes ». Ça n'avait rien de drôle ! Il s'est lui-même marginalisé et il est aujourd'hui complètement prisonnier de son personnage.

L'école a sans doute un rôle important à jouer en matière d'éducation de la raison critique ?

GH : Oui, mais les profs sont souvent démunis. Il faut leur donner des outils pour cela. Aujourd'hui, non seulement il faut (ré)éduquer à la pensée critique, mais on doit surtout le faire en tenant compte du fait qu'on n'a plus tous les mêmes sources d'information. On ne regarde pas tous le (même) JT, on ne lit pas le (même) journal. On n'a plus de réalité commune. On est chacun dans son propre tunnel médiatique. Cela devient difficile d'avoir une conversation en famille ou en classe,



chacun ayant regardé des choses différentes. C'est très fragmenté. Certains ne s'intéressent plus qu'aux « clashes » dans les débats, par exemple, sans chercher à aller plus loin. Or, si on s'en tient aux clashes et aux tweets, on n'est pas informé. La plupart des jeunes n'abordent plus aucune thématique un peu en profondeur. Manifestement, il faut une éducation à ça. Les « digital natives » sont très à l'aise avec toutes les techniques d'information, mais ils ne s'informent pas nécessairement bien. C'est l'école qui doit se charger de ça, parce que les parents ne vont pas le faire. Quand il s'agit d'analyser un problème ou de comprendre la politique, les informa-

tions sont tellement fragmentaires qu'il faut sans cesse corriger. J'ai une formation à la fois juridique et philosophique. Le droit m'a habitué à essayer d'établir les faits. C'est tout à fait essentiel. ■

1. Il a enseigné durant de nombreuses années à la Duke University (Caroline du Nord, États-Unis), à la Central European University de Budapest et en tant que Visiting Professor dans différentes universités internationales. Grand connaisseur de la société américaine, il est aussi l'auteur de nombreux ouvrages et articles sur une multitude de sujets.

2. Situation dans laquelle la réalité des faits et la véracité des propos sont secondaires, la priorité étant donnée aux émotions et aux opinions.